



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 20 – 12 FEVRIER 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AXA INVESTIT
75 M EUR
DANS AFRICA
INTERNET
GROUP (AIG)

BOTSWANA :
ACHAT POUR 600
M EUR DE
SYSTEMES FRANÇAIS
DE MISSILES

VERS UN NOUVEL
HOTEL PULLMAN
(ACCOR) EN RDC

ORANGE RACHETE
L'OPERATEUR TIGO
EN RDC

MTN CHOISIT
GEMALTO POUR
SON SERVICE D'
AUTHENTIFICATION
PAR MOBILE

PROJET DE
CONSTRUCTION
D'UNE AUTOROUTE
OUAGADOUGOU-
ABIDJAN

COTE D'IVOIRE :
PROGRESSION
MODEREE DES
EXPORTATIONS
FRANÇAISES

MODERNISATION
DE LA GESTION DES
FINANCES
PUBLIQUES AU
NIGER

ACCORD DE PRET DE
65 M USD ENTRE
PROPARGO ET FIRST
BANK



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique de l'Est : doublement des transactions de Private Equity

Selon le rapport *Burbridge Capital 2016*, la valeur globale des transactions de *Private Equity* (PE) enregistrées au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie s'est élevée à 1,44 Md USD en 2015, contre 678 M USD en 2014. Le nombre de transactions a également augmenté, passant de 35 en 2014 à 40 en 2015 pour une valeur moyenne de 46,5 M USD en 2015 contre 34,4 M USD en 2014. La plus importante opération a été réalisée au Kenya, avec la cession de la moitié de la participation du fonds Helios IP dans Equity Bank Kenya aux norvégiens Nordfund et NorFinance (248 M USD). Burbridge Capital estime que la croissance élevée des quatre pays (6 % en moyenne en 2015 selon le FMI) devrait continuer à attirer les investisseurs en 2016.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Discussions sur le partenariat Union Européenne-Commission de l'Océan Indien

À la suite de la 4^{ème} session du dialogue politique UE-Maurice, une rencontre entre la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) s'est tenue le 20 janvier 2016 au siège de la COI. Les discussions ont porté sur le rôle de la COI et le partenariat UE-COI après 2020. Les deux parties ont confirmé leur engagement en faveur de la stabilité régionale, facteur indispensable au développement durable des pays de la région. L'UE, premier partenaire technique et financier de la COI, a pris note des réalisations de l'organisation régionale à travers les projets financés dans le cadre du 10^{ème} FED, notamment dans les domaines de la pêche, de la sécurité maritime, de la gestion des ressources naturelles et de la connectivité.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Axa investit 75 M EUR dans Africa Internet Group (AIG)

L'assureur français vient d'annoncer l'accord réalisé avec AIG portant sur l'acquisition de 8 % de la startup pour un montant de 75 M EUR. AXA souhaite ainsi renforcer sa présence en Afrique et devenir le fournisseur exclusif de produits et services d'assurances pour l'ensemble du groupe et de ses filiales. L'opération devrait être finalisée dans le courant du 1er trimestre 2016. Fondé en 2012 par deux français, AIG était détenu à l'origine par trois sociétés : MTN Groupe (Afrique du Sud), Millicom (Suède) et Rocket Internet (Allemagne). En 4 ans, AIG est devenu l'un des leaders du e-commerce en Afrique en opérant dans 21 pays via une dizaine de marques à l'instar de Jumia, Jovago, Hellofood, Kaymu, Everjobs, Lamudi, ou encore Easy Taxi.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouattara et Sirleaf sollicitent Ban-Ki Moon pour le maintien de la MINUL jusqu'en 2017

Les deux chefs d'Etat souhaitent le maintien des forces de la MINUL aux élections présidentielles et législatives libériennes prévues en octobre et novembre 2017. En septembre dernier, le mandat de la MINUL avait déjà été prolongé d'un an jusqu'au 30 septembre 2016, avec une période de transition, les autorités libériennes devant assurer la sécurité du pays à partir du 30 juin 2016. Le retrait de la force de maintien de la paix d'un effectif de 6 000 hommes, devrait conduire le gouvernement à augmenter les dépenses de sécurité.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : 1^{er} client de la France en Afrique centrale en 2015**

Les exportations françaises vers la République du Congo sont en hausse de 3 % en 2015, avec un volume de 654,7 M EUR. Le Congo conforte son rang de 1er client de la France en Afrique centrale, devant le Cameroun (644,4 M EUR/-1,5 %), le Gabon (539,4 M EUR/-20,7 %), la RDC (243,6 M EUR/+54,7 %), le Tchad (130,8 M EUR/+4,9 %), la Guinée équatoriale (76,6 M EUR/-25,6 %), la RCA (44,7 M EUR/+67,6 %) et Sao Tomé (0,7 M EUR/-13,6 %).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Barack Obama promulgue la loi validant le plan « Power Africa »**

Le président des États-Unis a promulgué une loi, adoptée la semaine dernière par le Congrès, qui vise à inciter le secteur privé à investir en Afrique, afin de fournir l'électricité à 60 millions de foyers dans la région. La loi avait été adoptée à l'unanimité par la Chambre des représentants, après le Sénat. Elle ne débloque pas de fonds nouveaux mais exige de l'administration américaine qu'elle coordonne une stratégie pour encourager le secteur privé et les organisations internationales à investir dans l'électrification de l'Afrique subsaharienne, où 70 % de la population n'a pas accès à l'électricité, soit 600 millions de personnes, selon le républicain Ed Royce.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Bourses africaines : l'activité a progressé en 2015

Avec 12,7 Mds USD levés contre 11,2 Mds en 2014, les entreprises africaines ont davantage eu recours aux marchés des actions, selon le rapport 2015 *Africa Capital Markets Watch*, réalisé par PwC. 2015 a connu 28 introductions en bourse d'entreprises africaines (pour 1,99 Mds USD de levées primaires au moment de l'introduction), contre 25 en 2014 (1,7 Mds) et 22 en 2013. Ces chiffres records n'en restent pas moins dérisoires par rapport à l'activité mondiale des marchés de capitaux, marquée par 1 144 introductions et plus de 200 Mds USD levés en 2015. En Afrique, c'est la place sud-africaine (Johannesburg Stock Exchange) qui a enregistré le plus grand nombre d'introductions (12) pour 658 M de capitaux levés.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique du Sud : nouveau recul de l'indice PMI en janvier

Après une modeste progression en décembre à 45,5 points, l'indice PMI a reculé de 2 points en janvier à 43,5, restant depuis août 2015 sous le seuil des 50 points et traduisant une contraction de la production. Le repli de la composante « activités commerciales », à 37,5, son plus faible niveau depuis la crise de 2009, est révélateur de la détérioration des conditions de marché. Les perspectives prochaines restent sombres au regard de l'atonie de la demande externe et de la détérioration continue de l'environnement domestique. A cela s'ajoutent le resserrement des conditions financières et la perspective d'un budget probablement restrictif sous la pression des agences, qui entameront davantage encore la consommation intérieure.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : hausse du taux directeur de 100 pdb à 12 %

La Banque centrale a rehaussé de 100 pdb son taux directeur à 12 %, ainsi que le taux de facilité permanente de crédit de 13 à 14 %, tout en conservant celui des dépôts à 1,75 %. Si ce nouveau resserrement monétaire était nécessaire, tant du point de vue des prix que de la volatilité affectant le Kwanza, il pourrait ne pas suffire à calmer les pressions inflationnistes alimentées par la trajectoire baissière de la devise et la raréfaction des dollars, qui pénalisent les importations de biens. Reflet des tensions exacerbées sur le Kwanza, l'écart avec le taux de change au marché parallèle reste excessivement élevé, à 390 AOA pour 1 USD contre un cours officiel de 155 AOA pour 1 USD.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Lesotho : hausse du taux directeur de 50 pdb à 6,75 %

Le 2 février, le comité de politique monétaire a rehaussé le taux directeur introduit en décembre dernier, de 50 pdb à 6,75 %, dans la lignée de la décision similaire prise la semaine dernière par la Banque centrale sud-africaine. Le comité a aussi revu à la baisse le seuil minimal des réserves de change de 635 M USD à 600 M USD, en réponse à la dépréciation du Loti face aux devises fortes au dernier trimestre et à l'augmentation des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation, passé de 3,8 % en g.a en septembre à 5,1 % en décembre, devrait continuer d'accélérer dans les prochains mois du fait de l'impact de la sécheresse sur les prix alimentaires, ainsi que de l'inflation importée.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Lesotho : modeste progression de l'activité en 2016

Au titre de la conclusion de l'article IV, le FMI a confirmé le ralentissement de l'activité en 2015 avec une croissance de 2,6 % contre 4,5 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2014. Pour 2016, le fonds anticipe une reprise très modeste de l'activité de 2,9 %, soumise à l'hypothèse d'une amélioration des conditions climatiques et d'un dynamisme accru du commerce régional. Le FMI pointe deux risques baissiers importants pour la croissance : d'une part, la décélération de l'activité en Afrique du Sud, et, d'autre part, la forte baisse anticipée des recettes issues des transferts douaniers de la SACU (de 26 à 16 % du PIB en 2016/17).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : hausse des tarifs de l'électricité pour les entreprises minières

Alors que le président Lungu était revenu début janvier sur sa décision de relever les tarifs de l'électricité afin de ne pas fragiliser les ménages, les autorités ont décidé d'augmenter les prix pratiqués auprès des entreprises minières, contraintes de payer 10,35 cents le KW/h contre 8,2 auparavant. En accord avec les recommandations de la Banque mondiale, mais au risque de peser davantage sur la compétitivité des sociétés minières concernées, les autorités souhaitent que les prix reflètent davantage les coûts de production, et espèrent ainsi stimuler les investissements étrangers dans le secteur de la production électrique, confronté au manque de moyens pour investir dans de nouvelles capacités.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : les investisseurs étrangers pourraient détenir jusqu'à 49 % des participations

Le gouverneur de la Banque centrale a indiqué que le pays allait autoriser la détention de jusqu'à 49 % des participations dans des entreprises cotées sur le marché boursier local par des investisseurs étrangers, contre un seuil maximal jusqu'ici fixé à 40 %. Cette décision, qui respecte les dispositions des lois d'indigénisation et de l'autonomisation, a pour finalité de favoriser l'accueil des investissements étrangers. Le marché boursier compte seulement 66 entreprises cotées et souffre du marasme de l'activité. L'indice des valeurs industrielles a chuté de 29 % en 2015 après 19 % en 2014.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : premier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques du pays

Dans son premier rapport sur les perspectives économiques du Zimbabwe, la Banque mondiale projette pour 2016 un taux de croissance de 1,5 %. La hausse modeste de l'activité résulte avant tout du léger rebond de l'investissement, en hausse de 2,4 % après une baisse de 7,6 % en 2015. La prévision de croissance paraît néanmoins optimiste au regard des difficultés des secteurs agricole et minier, qui contribuent à 45 % du PIB. La performance du secteur agricole reste lourdement affectée par la sécheresse alors que l'industrie des mines devrait de nouveau pâtir de la modération des prix des minerais, entretenue par l'atonie de la demande, et de l'importance des flux illégaux sortants.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : progression de 3 % des dépenses des ménages en 2015**

Selon Statistics Mauritius, les dépenses des ménages ont enregistré une augmentation de 2,9% en 2015, soit le taux le plus élevé au cours des 5 dernières années. Parallèlement, le taux d'épargne domestique brut a représenté 11,9 % l'an dernier, contre 11,6 % en 2014. Le tableau de bord de l'économie mauricienne indique également qu'en 2015 le secteur des services a progressé de 4,4 % contre 4,6 % en 2014, et que le secteur industriel a renversé la tendance avec une petite hausse de 0,5 % après -0,1 % en 2014. Le secteur primaire a subi un repli de 0,2 % après une croissance positive de 3,1 % en 2014. Pour 2016, les estimations de croissance pour Maurice se situent à un taux proche de 4 %, contre environ 3,4 % en 2015.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : croissance économique mitigée pour le 3^{ème} quart de l'année 2015**

Le dernier rapport du Bureau national des statistiques indique des résultats globalement positifs, tempérés par le recul de certains secteurs. La Tanzanie aurait ainsi connu une croissance économique de 6,3 % contre 5,4 % sur la même période en 2014. Celle-ci serait tirée par la construction (+17 %), le transport (+10,6 %), l'administration et la défense (+10,6 %) et les mines (+8 %). À l'inverse, l'agriculture (+2,7 %), les services financiers et d'assurance, et l'industrie manufacturière sont en recul. L'électricité, qui a enregistré une croissance de 1,2 % est présentée comme le principal frein à la croissance. Le PIB de la Tanzanie a atteint 30 Mds EUR entre janvier et septembre 2015.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : chute des recettes d'exportations de pétrole et de gaz de plus de 50 % en 2015**

D'après la compagnie pétrolière nationale NNPC, en 2015, les recettes d'exportations de pétrole et de gaz ont atteint 4,7 Mds USD, accusant une baisse de 50 % par rapport à 2014. Sur cette somme, 610 M USD ont été transmis au compte de la Fédération, tandis que 4,1 Mds USD ont financé des joint-ventures de la NNPC. La compagnie pétrolière nationale a subi une perte de 1,3 Md USD en 2015, tirée vers le bas par ses raffineries en sous-capacité productive.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le FMI demande au Ghana de supprimer les exonérations d'impôts et réitère sa confiance**

A l'issue de la visite du directeur adjoint du FMI Min Zhu, l'institution a demandé au Ghana de supprimer les exonérations de taxes existantes, pesant sur les recettes du pays. Pour le ministre des Finances Seth Terkper, il est difficile de supprimer l'ensemble de ces exonérations, mais certaines seront révisées afin de garantir la consolidation budgétaire du pays. Par ailleurs, le FMI a réitéré sa confiance au gouvernement dans sa gestion du budget, notamment en cette année électorale, qui sera suivie de près afin d'éviter tout dérapage dans la gestion des dépenses publiques à l'instar de la dernière élection présidentielle (11 % du déficit budgétaire de 2011 ont été imputé à l'élection du président Mahama).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le budget d'investissement public (BIP) exécuté à 88 % en 2015

L'exécution du BIP est depuis quelques années freinée par le problème de la maturation des projets et des dysfonctionnements dans le processus d'attribution des marchés publics. Pour 2016, le gouvernement envisage entre autres mesures, le suivi mensuel de l'exécution du budget d'investissement, aussi bien dans les services centraux que déconcentrés.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : échanges bilatéraux France-Bénin en baisse

Les exportations françaises vers le Bénin sont en légère baisse en 2015, à 256 M EUR (-2,9 %), contre 264 M EUR en 2014. Les importations, très faibles, ont cependant augmenté, passant de 5 M EUR en 2014 à 7 M EUR en 2015 (+42,7 %). Le solde excédentaire décroît légèrement en conséquence pour atteindre 249 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : baisse du prix international du cacao

Le prix international du cacao vient de connaître une baisse sur les marchés internationaux. Le prix de la tonne de fèves a chuté en janvier de 14 % à 18 % à Londres et à New York. Cette baisse est due au retrait des fonds d'investissements du marché du cacao, les spéculations sur une baisse de la production s'étant amoindries.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : progression modérée des exportations françaises

En 2015, les échanges commerciaux entre la France et la Côte d'Ivoire ont enregistré une hausse de 10,8 %. Cette progression est essentiellement portée par la hausse des importations françaises (+22 %) en provenance de Côte d'Ivoire. Les exportations n'ont progressé que de +3,6 % (contre +4 % en 2014). Les produits pharmaceutiques demeurent le premier poste d'exportation, suivi du blé. L'excédent commercial est ressorti à 335 M EUR en faveur de la France, soit une baisse de 23 % par rapport à celui de 2014.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : le pays retrouve son droit de vote à l'ONU

Le Mali peut de nouveau voter à l'ONU. Bamako avait été suspendu le 18 janvier dernier pour non-paiement de ses cotisations depuis deux ans. Les autorités maliennes ont finalement versé la totalité des arriérés d'environ 200 M FCFA. Pour mémoire, cette situation avait conduit au limogeage de l'ambassadeur malien auprès des Nations-Unies.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : léger remaniement ministériel

Le président de la République mauritanienne a procédé à un remaniement ministériel le 9 février dernier, avec le départ de cinq ministres, dont celui des affaires étrangères et de l'économie. Le département des Affaires étrangères et de la coopération est confié à Isselkou Ould Ahmed Izid Bih, en remplacement de Hamadi Ould Meimou. Le portefeuille de l'économie et des finances est revenu à Moctar Ould Djay.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : recul des échanges bilatéraux France-Togo**

En 2015, les exportations françaises vers le Togo se sont élevées à 571 M EUR, en baisse de 21,8 % par rapport à 2014. Hors produits pétroliers raffinés, la baisse serait de 4,2 %. Les importations en provenance du Togo ont augmenté de 3,6 % par rapport à 2014 et ont atteint 9,3 M EUR. Le solde excédentaire se réduit de 22 % et se situe à 561 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Guinée : augmentation du taux standard de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

La loi de finances pour 2016 de la Guinée prévoit une augmentation du taux standard de la TVA de 18 % à 20 %. Ce taux est applicable à toutes les opérations et produits taxables, à l'exclusion des exportations et transports internationaux qui demeurent soumis au taux de 0 %. La Guinée est ainsi à ce jour le pays d'Afrique francophone ayant le taux de TVA le plus élevé. De manière générale, les taux de TVA se situent autour de 18/19 %, sauf la République démocratique du Congo où le taux standard est fixé à 16 %. Le ministère du Budget guinéen a publié un communiqué le 25 janvier 2016 pour annoncer l'entrée en vigueur de ce nouveau taux de TVA dès le 1er février 2016.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

▼ Côte d'Ivoire : augmentation du droit d'enregistrement sur les cessions d'actions

La loi de finances pour 2016 prévoit que les actes portant cession d'actions sont soumis à un droit d'enregistrement au taux proportionnel de 1 % du prix de cession au lieu du droit fixe de 18.000 FCFA lorsque la cession n'entraîne pas la disparition de la société ou la création d'une personne morale nouvelle (par exemple en cas de changement d'objet social). Dans ce cas en effet, la cession sera soumise à un droit de 10 %, applicable aux cessions de fonds de commerce. Cette nouvelle disposition est en vigueur depuis le 4 janvier 2016.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

▼ Angola : appui de l'Union européenne

Depuis 1986, l'Union européenne a octroyé plus de 600 M EUR à l'Angola, concentrant initialement ses activités autour de l'aide humanitaire avant de renforcer le dialogue politique et la coopération économique. Ainsi, en 2012, l'accord *Caminho conjunto UE-Angola* visait à développer la croissance économique, la paix et la sécurité dans le pays, ainsi que la R&D, l'énergie, la gouvernance, les droits humains et les flux migratoires. Par ailleurs, dans le cadre des 10^{ème} et 11^{ème} FED (périodes 2008-13 et 2014-20), l'UE aura accordé respectivement 215 M et 210 M EUR à l'Angola pour développer les secteurs de la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, l'agriculture durable, la santé, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : modernisation de la gestion des finances publiques

Depuis septembre 2015, Expertise France appuie le gouvernement nigérien dans la modernisation de la gestion des finances publiques. Sur financement de l'AFD, l'agence mobilise une experte de la direction générale des Finances publiques (DGFIP) et de l'expertise court terme pour renforcer le dispositif de préparation, d'exécution, de suivi et de contrôle des principaux services du ministère nigérien de l'Economie et des finances. En mars 2016, les programmes opérationnalisés de renforcement des capacités et de formation seront présentés aux bailleurs. Le projet vise également à favoriser des relations entre l'inspection générale des finances (IGF) française et nigérienne.

✉ françois.tardif@expertisefrance.fr

▼ **Madagascar : stagnation de la lutte contre la corruption**

Transparency International a présenté, le 27 janvier 2016, la synthèse des résultats de l'évaluation de l'indice de perception de la corruption 2015 à Madagascar. Avec un score de 28/100 depuis trois ans, Madagascar occupe le 123ème rang sur 168 pays. Malgré la signature par le chef de l'Etat en septembre 2015, de la stratégie nationale de lutte contre la corruption 2015-2025, élaborée avec l'appui du PNUD, les différentes structures n'ont pas été dotées des moyens nécessaires pour lutter efficacement contre la corruption. Dans le cadre de cette stratégie nationale, une étude sur la réforme de la justice, financée par le PNUD au titre du renforcement de l'Etat de droit, sera présentée d'ici quelques semaines.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : lancement du Pacte mondial des Nations-Unis à Dar Es Salaam**

Le lancement du Pacte mondial lancé par Kofi Annan au forum de Davos en 1999, s'est déroulé à Dar Es Salaam le 19 février en présence de la vice-présidente Samia Suluhu Hassan. Cet événement, qui vise à instiller les valeurs du développement durable dans le secteur privé (droits de l'Homme, emploi, environnement et anticorruption) manifeste la volonté du pays d'accélérer la mise en place de bonnes pratiques dans le secteur privé. Le directeur de la fondation du secteur privé tanzanien, Godfrey Simbeye, a demandé la mise en place d'une stratégie nationale de long terme. Une telle initiative est devenue indispensable avec la découverte de gaz et éventuellement de pétrole, comme l'a rappelé le représentant local des Nations-Unies.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la Chine revendique un stock de 13 Mds USD d'IDE en 2015**

A l'occasion d'une cérémonie marquant les 45 ans des relations diplomatiques entre les deux pays, l'ambassadeur de Chine au Nigéria a annoncé que son pays a investi 13 Mds USD dans l'économie nigériane (hors prises de participation dans des entreprises nigérianes). Ce montant se répartit essentiellement entre des grands projets d'infrastructures (spatial, portuaire, aéroportuaire, routier, etc.). Les deux pays ont tenu à rappeler les liens économiques et diplomatiques qui les unissent « dans une perspective stratégique à long terme ». D'après le Nigeria-China Business Council (NCBC), le montant du commerce bilatéral entre les deux pays s'élevait à 23,5 Mds USD en 2014.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : retrait de la taxe sur les intérêts gagnés sur les investissements va coûter près d'1,5 M USD au Ghana**

Le retrait par le ministre des Finances de la taxe instaurant une retenue à la source de 1 % sur les intérêts gagnés par les particuliers sur leurs placements, va représenter un manque à gagner de près de 1,5 M USD pour le gouvernement. Des mesures vont donc devoir être prises afin de combler ce vide budgétaire. Cette taxe faisait partie de la nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu adoptée en 2015, et venait tout juste d'entrer en vigueur au 1er janvier dernier.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : approbation du projet de loi portant création de l'ACCE**

Un projet de loi portant création de l'agence congolaise pour la création des entreprises (ACCE) a été soumis au conseil des ministres du 28 janvier 2016 par la ministre des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat. Cet établissement public devrait se substituer à l'actuel centre de formalités administratives des entreprises (CFE), avec pour principale mission de contribuer à l'amélioration du climat des affaires au Congo, notamment par la simplification et la facilitation des formalités de création des entreprises. Le projet de loi a été approuvé par le conseil des ministres et sera transmis au Parlement pour adoption définitive.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : accueil d'une délégation commerciale espagnole**

Entre le 24 et 29 janvier, une délégation commerciale espagnole, composée de 10 entreprises issues de divers secteurs, et conduite par la chambre de commerce de Tortosa, s'est rendue à Malabo, capitale de Guinée Equatoriale ainsi qu'à Bata, ville qui dispose d'un des ports à conteneurs les plus importants d'Afrique Centrale. Cette mission commerciale a représenté un intérêt majeur puisque de nombreux contacts ont été noués avec les plus grands importateurs du pays.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : séminaire de lutte contre le blanchiment de capitaux**

La ville de Sipopo, située au Nord-Est de l'île de Bioko, a accueillie du 1^{er} février au 5 février, un séminaire de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement de groupes terroristes. L'événement, organisé par l'agence nationale de la recherche financière de la Guinée Equatoriale (ANIF GE), a permis de réunir, entre autres, les experts du centre canadien de soutien à la recherche et à la gouvernance, des représentants des agences internationales de recherche ainsi que des juges, magistrats et procureurs. Le séminaire, grâce à la programmation de 11 conférences, a renforcé la formation et les actions de collaboration des acteurs présents lors de cet événement.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Une nouvelle banque d'affaires et de conseil : one2five advisory

Une nouvelle banque d'affaires et de conseil, one2five advisory, destinée aux gouvernements et aux entreprises, dirigée par Benoît Chervallier (ancien de Rothschild & Cie, de la BAD et du Trésor), associé à un groupe d'experts en finance internationale et en développement, vient d'être créée. Spécialisée sur les questions de financements dans les pays émergents et africains en particulier, one2five advisory cible exclusivement son conseil et ses transactions sur les problématiques souveraines. Avec une équipe pluridisciplinaire et multiculturelle d'une dizaine de professionnels, one2five advisory dispose d'un positionnement singulier. Pour assurer un contact rapproché avec les besoins de ses clients et les réalités du terrain, l'équipe se répartit entre Paris, Londres, Washington et Abidjan.

✉ benoit.chervallier@125advisory.com

▼ Gabon : projet de construction de deux centrales hydroélectriques

Le ministère de l'Energie et des ressources hydrauliques a annoncé au début du mois le lancement de travaux de construction de 2 centrales hydroélectriques, vraisemblablement sur les sites de Fé II et des chutes de l'impératrice Eugénie à Fougamou. Quelques jours plus tôt, il recevait une délégation de la China Gewhoubu group Corporation, entreprise chinoise spécialisée dans la construction. Le coût des deux projets est estimé à 119 Mds FCFA (181 M EUR). Ces investissements visent à augmenter les capacités de production d'électricité de 1200 MW d'ici 2020, dans un pays où plus de 10 % de la population n'a toujours pas accès à l'électricité.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ La BDEAC accorde un prêt de 76 M EUR au Tchad

Aux termes de deux accords de financement conclus le 5 février dernier, la Banque centrale de développement des États d'Afrique centrale (BDEAC) a consenti au Tchad un prêt de 50 Mds FCFA (76 M EUR). Ces fonds participeront tant de l'aménagement routier, favorisant notamment les échanges avec le Cameroun, que de la mise aux normes internationales des aéroports d'Am-Djarras, de Faya Largeau et de Moundou. Ces investissements destinés à désenclaver le pays seront cofinancés, à hauteur de 60 Mds FCFA (91 M EUR), par un pool bancaire constitué de la Banque commerciale du Chari, la Commercial Bank Tchad et UBA Tchad.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Kenya : extension de la ligne de crédit de précaution (SBA/SCF) du FMI

Le FMI a accordé au Kenya une extension de la durée de validité de la ligne de crédit de précaution de 488,5 M DTS (180 % de la quote-part, soit environ 617 M EUR), financée par une combinaison de Stand-By Arrangement (SBA) et de Standby Credit Facility (SCF). Cette ligne de crédit d'un an arrivait à échéance le 2 février 2015 et a été étendue jusqu'au 15 mars 2016. Ce délai doit permettre aux autorités kényanes de finaliser le programme budgétaire 2015/16 et de mettre en place des mesures structurelles dans le cadre du programme FMI. Cette ligne de précaution a vocation à n'être décaissée qu'en cas de choc extérieur, jouant ainsi un rôle assurantiel.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : la Chine accorde une ligne de crédit de 6,5 M EUR**

Un accord portant sur la mise à disposition par la Chine d'une ligne de crédit de 6,5 M EUR à Maurice a été conclu fin janvier. Ce prêt, sans intérêt, est remboursable sur 10 ans avec une période de différé d'une durée identique. Parallèlement, un accord portant sur une assistante technique chinoise à la *Mauritius Broadcasting Corporation* a été signé. Avec un montant d'aide cumulé d'environ 500 M EUR depuis l'accession de Maurice à l'indépendance, la Chine est de loin le 1er bailleur de fonds bilatéral du pays. Par ailleurs, la Bank of China devrait prochainement ouvrir un établissement à Maurice : un des objectifs de cette implantation est de canaliser les investissements chinois destinés au continent africain.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : diminution annoncée du financement intérieur de l'Etat en 2016/17**

Le gouvernement ougandais prévoit de diminuer le recours aux emprunts sur le marché bancaire local : le montant emprunté devrait ainsi s'élever à 1 000 Mds UGX (270 M EUR) sur l'année fiscale 2016/17, contre 1600 Mds UGX en 2015/16. Ce choix fait suite à la forte augmentation de son coût de financement en monnaie locale : fin janvier, le gouvernement a emprunté à des taux respectifs de 23,6 % (2 ans) et 21,2 % (5 ans) contre 16,9 et 16,8 % en juin 2015. Le gouvernement ougandais privilégierait ainsi le recours à l'endettement extérieur pour financer l'important programme d'investissements qu'il prévoit de mettre en œuvre après les élections.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : octroi d'une aide d'urgence de 900 000 EUR de la BAfD en faveur des réfugiés burundais**

La Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement rwandais ont signé l'octroi d'un prêt de 900 000 EUR (753 M FRW) en faveur des réfugiés burundais au Rwanda. L'objectif est de répondre aux besoins des réfugiés burundais en assurant la provision des besoins énergétiques (bois de chauffage et cuisinières à bois à faible consommation) des camps de réfugiés. L'afflux croissant de réfugiés pose un défi de gestion important au gouvernement rwandais et aux organisations internationales sur place. Le Rwanda est le 2^{ème} pays accueillant le plus de réfugiés burundais (71 410 réfugiés en janvier 2016 selon les Nations-Unies), après la Tanzanie (124 096 personnes).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : mobilisation pour l'assainissement des villes**

La Banque africaine de développement vient d'approuver un don de 1,8 M EUR en faveur de Madagascar pour doter huit villes de plans d'assainissement. Les programmes d'actions se concentreront sur la gestion intégrée des eaux pluviales, des eaux usées et des déchets solides. Cette initiative intervient dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale sectorielle eau, assainissement et hygiène définie par le gouvernement malgache pour 2013-2018. Dans l'agglomération d'Antananarivo, un projet d'assainissement des eaux pluviales et usées, d'un montant de 28 M EUR, sera financé par l'AFD (un prêt de 22 M EUR, un don de 3 M EUR pour l'élaboration du schéma directeur et un don de 3 M EUR de l'UE délégués à l'AFD).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : décaissement d'un prêt du FMI de 2,3 M USD

Fin décembre, le FMI a octroyé aux Seychelles un prêt de 2,3 M USD qui s'inscrit dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (EFF/ *Extended Fund Facility*) conclu avec le Fonds en 2014 et prévoyant la mise à disposition d'un montant de 17,6 M USD sur une période de trois ans pour soutenir le programme de développement économique du pays. Après avoir connu une sérieuse crise de la dette en 2008, qui s'est conclue par un accord avec le club de Paris en 2009, l'archipel est parvenu à stabiliser sa situation macroéconomique grâce à des réformes budgétaires et structurelles substantielles et au soutien des bailleurs de fonds, notamment le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : accord de prêt de 65 M USD entre Proparco et First Bank

Le directeur général de Proparco a signé mi-janvier avec son homologue de First Bank Nigeria un prêt de 65 M USD à 8 ans, dont 2 ans de différé. C'est la première entrée en relations avec le groupe financier le plus important du pays, ce financement étant destiné à mieux adosser les prêts de la banque à moyen long terme faits à sa clientèle hors secteur pétrolier. Il est prévu de développer des co-financements dans les secteurs de l'agro-alimentaire, l'industrie et les services, secteurs à cibler pour assurer la diversification de l'économie nigériane, davantage d'emplois et de recettes fiscales.

✉ follino@afd.fr

▼ Burkina Faso : grands projets remportés par des entreprises françaises

Les entreprises françaises ont, en 2015 et sur le début d'année 2016, remporté la quasi-totalité des grands projets mis en appel d'offres par la SONABEL (Société nationale burkinabè d'électricité). Le montant total des contrats signés atteint 97 M EUR. Ces projets sont relatifs (i) au raccordement électrique des centres isolés (INEO, Eiffage et Sofreco, 30 M EUR), à l'interconnexion Bolgatanga (Ghana) – Ouagadougou (Eiffage, 16 M EUR) et (iii) à la construction d'une centrale Solaire PV de Zagtoui de 33 MWc.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : nouveau prêt de 350 Mds FCFA (534 M EUR) d'Eximbank China

La signature de cet accord de prêt a été autorisée par le conseil des ministres du 10 février. Il s'agit d'un prêt semi-concessionnel (élément don compris entre 30 et 35 %), au taux de 2 % et d'échéance 20 ans. Il devrait financer des projets de développement du réseau électrique de la Côte d'Ivoire.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : participation au prochain forum économique de Londres

La Guinée va participer les 24 et 25 février 2016 à Londres au forum *The Global Business Response to Ebola*. Cet événement international sera essentiellement consacré à la relance économique post Ebola dans les pays touchés par cette épidémie, dont la Guinée. Il est organisé par la société DMA, en partenariat avec la CEDEAO, l'Union du fleuve Mano et l'agence de promotion des investissements privés (APIP-Guinée). Le président Alpha Condé sera le chef de la délégation guinéenne composée d'une centaine d'opérateurs économiques.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : des financements de la BAfD et de la BID pour des projets routiers et agricoles**

A la faveur du décret N°2016/065 du 3 février 2016, un accord de prêt sera signé avec la BAfD, d'un montant de 40,7 Mds FCFA (62 M EUR), pour le financement partiel du projet d'aménagement de la route Ketta-Djoum et de facilitation des transports sur le corridor Yaoundé-Brazzaville-Phase 2. Pour mémoire, le Cameroun et le Congo devraient mobiliser 424 M USD auprès de la BAfD pour financer la seconde phase de ce projet. Par ailleurs, le Cameroun a ratifié l'accord de financement conclu en décembre dernier avec la SIIFC (filiale de la Banque Islamique de Développement) d'un montant de 73,5 M EUR (48,2 Mds FCFA), pour l'achat d'intrants agricoles et de graines de coton, et leur vente au gouvernement du Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : loi autorisant la ratification d'une convention de crédit acheteur pour équiper le CFCO**

Le Sénat a adopté, le 4 février, le projet de loi autorisant la ratification de la convention de crédit acheteur pour le financement du contrat de fournitures et de services conclu entre le chemin de fer Congo-Océan (CFCO) et le groupe belge Cockerill maintenance et ingénierie (CMI). Cette convention - qui vise à mettre à la disposition de la République du Congo un crédit de 52,4 Mds FCFA (79,9 M EUR) - a été signée entre Belfius Banque S.A, Commerzbank AG et la République du Congo. Pour mémoire, le CFCO exploite notamment la principale ligne ferroviaire à voie unique qui relie Pointe-Noire à Brazzaville sur 512 km.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : 60 Mds FCFA pour la construction de trois centres de formation professionnelle**

La Chine prêtera 60 Mds FCFA pour l'aménagement et la construction de trois centres de formation professionnelle à Libreville, Franceville et Port-Gentil. L'entreprise AVIC International Gabon (China Aviation Industry Corporation), holding publique chinoise spécialisée dans la construction aéronautique, réalisera les travaux d'aménagement et de construction de ces centres. L'Unesco se serait dit prêt à accompagner le Gabon dans l'élaboration et la définition des contenus de formation.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : 167 M EUR pour les routes et les aéroports tchadiens**

La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) et un pool bancaire, composé de la Banque commerciale du Chari (BCC), Commercial Bank Tchad (CBT) et UBA Tchad ont paraphé deux accords de financement le 5 février 2016. La BDEAC prête 50 Mds FCFA (76 M EUR) et le pool bancaire 60 Mds FCFA (91 M EUR) pour bitumer une partie de la route Kélo-Palla au sud-ouest, et mettre les plateformes aéroportuaires d'Am-Djarras, de Faya Largeau et de Moundou aux normes internationales. Cette mise aux normes de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) permettra d'assurer les vols nationaux et internationaux.

✉ pmallea@jeantet.fr

▼ **Burkina Faso : projet de construction de l'axe routier Ouagadougou-Abidjan**

Le premier ministre burkinabè Paul Kaba Thièba a annoncé le 5 février que les travaux de construction de l'autoroute devant relier la ville de Ouagadougou à la frontière avec la Côte d'Ivoire seront entrepris en 2016. L'exécution des travaux s'inscrit dans le cadre d'un partenariat public-privé. Les projets, dont les études techniques sont avancées et les financements en cours de négociation, sont au nombre de vingt pour un montant global estimé à 465 Mds FCFA (710 M EUR), selon le premier ministre. Il s'agit des autoroutes: Ouaga-frontière du Ghana, Ouaga-frontière du Benin, Ouaga-frontière du Togo, Ouaga-frontière du Niger, Bobo-frontière du Mali.

✉ pmallea@jeantet.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : progression de 0,6 % des prix alimentaires en décembre

Les prix alimentaires (hors boissons alcooliques) ont progressé en rythme mensuel de 0,6 % entre novembre et décembre 2015. En glissement annuel, les prix alimentaires progressent de 5,9 %. La hausse des importations et l'accroissement des prix des matières premières agricoles, en raison de la sécheresse, devraient alimenter dans les prochains mois une reprise de l'inflation alimentaire en Afrique du Sud. Le *National Agricultural Marketing Council* s'attend à une hausse de 25 % des prix alimentaires au cours des 16 prochains mois. Une telle hausse pèsera négativement sur les dépenses des ménages, notamment les plus pauvres, dans un contexte économique déjà bien dégradé en Afrique du Sud.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : l'entreprise espagnole Marfrío investit dans le secteur de la pêche

L'entreprise espagnole Marfrío, spécialisée dans la production et la transformation de poissons, a ouvert une filiale en Namibie Marfrío Namibia Fishing. Elle a investi 2 M EUR pour l'acquisition d'un bateau de pêche pour la capture de merlus dont le quota s'élève à 3 000 tonnes. La filiale a également conclu un accord avec une usine de production à Walvis Bay pour effectuer une première transformation (production de filets, ventrèches, centres et dos de merlu). Avec cet investissement, Marfrío souhaite garantir ses approvisionnements de matières premières. Le chiffre d'affaires estimé de cette filiale pour l'année 2015 s'élèverait entre 4 et 5 M EUR.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : lancement de la production locale d'engrais

L'entreprise Vale Fertil, filiale du groupe israélien LR, a remis début février aux autorités de la municipalité de Tomboco (province du Zaïre) une étude d'impact environnemental sur le projet d'exploitation du phosphate de Mucula, qui a été jugée conforme aux normes exigées. Le projet devrait démarrer en 2017 et valoriser le futur pôle industriel et minier de Soyo qui doit accueillir les unités de traitement et de transformation du phosphate, en vue de sa transformation en engrais, et pour lequel le gouvernement a investi d'importants montants. Le potentiel du gisement de Mucula est évalué à 215 millions de tonnes de phosphate sur un périmètre de 412 km². Les estimations de production seraient de 500 000 tonnes par an.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : ouverture d'une usine de transformation de poissons dans la province de Namibe

La conserverie Pezsul sera inaugurée en avril 2016 dans la municipalité de Tombua, province de Namibe, avec une capacité de production de 50 000 conserves par jour. La conserverie transformera des poissons pêchés localement : sardines, maquereau et thon. Ce nouveau site de production, qui emploiera 250 salariés, s'intègre dans le processus de diversification de l'économie visant à réduire l'importation de produits alimentaires. Pezsul souhaite, dans un premier temps, alimenter le marché national puis se développer à l'international.

✉ dorothee.pye@businessfrance.fr

▼ **Angola : Lactiangol réduit sa production mais maintient ses investissements**

Lactiangol, le principal producteur de produits laitiers en Angola, a annoncé la réduction de sa production de lait et de yaourts, respectivement de 30 et 50%, à cause de difficultés d'accès à la matière première, par manque de devises disponibles. Actuellement, l'entreprise ne pourrait répondre qu'à 10% des commandes de ses clients, chaînes de supermarchés, restauration et marché informel. Toutefois, José César Macedo, président de Lactiangol, maintient ses prévisions d'investissements pour la modernisation de l'unité de production et annonce un budget de 5 M USD pour doubler la capacité de production d'ici 2017, qui passerait de 6 500 litres à 13 000 litres par heure.

✉ dorothee.pye@businessfrance.fr

▼ **Afrique : dynamique des investissements du fait de la croissance de la consommation de snacks**

Il y a actuellement une croissance mondiale de la demande de nourriture à consommer sur le pouce. La consommation de snacks salés est ainsi en forte augmentation avec une croissance attendue de 21% entre 2014 et 2019. Cette croissance sera particulièrement poussée par le secteur des chips. L'industrie sud-africaine de la transformation alimentaire, avec des investissements dans des équipements de transformation à forte valeur ajoutée leur permettant créer de nouveaux produits alimentaires. Les prix élevés des arômes et des huiles poussent les industriels à investir dans des machines de haute performance.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : nouvelle entreprise pour Frankie's Olde Soft Drinks**

Les entreprises Clover et Frankie's Olde Soft Drinks (Frankie's) ont conclu un accord pour la création d'une nouvelle entreprise, Clover Frankie's Proprietary Limited. Clover détiendra 51% de la nouvelle entreprise et Frankie's le reste. La transaction s'intègre dans la stratégie de Clover d'étendre son portefeuille de produits à forte valeur ajoutée. Elle permet également au producteur de pénétrer le marché des boissons gazeuses en particulier.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **Congo : alliance avec le FIDA pour améliorer le secteur halieutique**

Le gouvernement congolais et le fonds international de développement agricole (FIDA) vont cofinancer pour 17 M USD un projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (PDPAC), visant à renforcer les capacités des pêcheurs et pisciculteurs congolais et à développer les infrastructures nécessaires au développement de l'offre halieutique au Congo. Ce projet, qui avait fait l'objet d'un accord conclu en avril 2015 entre les deux parties, devrait démarrer ce mois de février 2016 pour une durée de 6 ans. Il sera mis en œuvre, dans un premier temps, dans les départements des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette-Ouest, de la Sangha et de la Likouala.

✉ marion.harzi@diplomatie.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Angola : recettes du secteur pétrolier diminuées de moitié

D'après un rapport du ministère des Finances angolais, les recettes fiscales des exportations de pétrole ont chuté de 50.7% entre 2014 et 2015, passant de 2800 Md AOA à 1400 Md AOA (9 Mds USD), représentant moins de 36.5% des recettes totales en 2015 contre 70% en 2014. Le rapport du ministère des Finances indique cependant que les recettes fiscales pétrolifères pour l'année concernée sont supérieures de 2 Mds EUR aux prévisions initiales du gouvernement. En 2015, l'Angola a vendu plus de 645 millions de barils à un prix moyen de 52.35 USD contre 599 millions de barils à 99.02 USD en 2014.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : projet de centrale thermique au charbon

La société anglaise Ncondezi, qui souhaite construire une centrale thermique à base de charbon dans la province de Tete, pourrait être amenée à solliciter une nouvelle licence environnementale après s'être associée à l'entreprise chinoise SEP (Shanghai Electric Power) qui a racheté 60% de ses parts et souhaite modifier la technologie utilisée en passant de la technologie en lit fluidisé circulant à celle du charbon pulvérisé. SEP investira jusqu'à 25,5 M USD dans le projet jusqu'à sa clôture financière, puis versera 35 M USD à Ncondezi. La centrale sera construite en plusieurs phases de 300 MW jusqu'à ce que le projet atteigne sa capacité maximale prévue de 1 800 MW.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : inauguration de la centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi

Tata Power, plus grande compagnie d'électricité d'Inde, et Zesco, société électrique publique zambienne, ont procédé à la mise en service de la centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi en Zambie. D'une capacité de 120 MW, l'infrastructure, possédée à 50% par l'entreprise indienne, a été installée sur le barrage d'Itezhi Tezhi. La centrale est exploitée sous le modèle « BOOT » (construction, possession, exploitation, transfert), avec une durée de concession de 25 ans et constitue le premier projet de type partenariat public-privé (PPP) dans le secteur de l'électricité en Zambie.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : petite normalisation du marché énergétique

Le prix des bonbonnes de gaz de cuisson est passé de 25 livres soudanaises à 75. Le budget soudanais pour 2016 prévoit une baisse de 10 % du total des subventions (alors que l'inflation serait de 13 %), et les subventions des carburants, essence et gaz de cuisson, représentent 1,3% du PNB. Cette hausse de prix est un rapprochement vers le prix d'un marché noir qui s'était récemment développé face à une pénurie de bonbonnes de gaz de cuisson au prix officiel. Parallèlement le monopole gouvernemental d'importation et de distribution du kérosène et du gaz de cuisson a été aboli.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'Etat du Delta se dotera d'une centrale solaire chinoise de 100 MW**

Le gouverneur de l'Etat du Delta, Ifeany Okowa, vient d'annoncer la signature d'un MoU avec la société chinoise Yutal Li, portant sur l'acquisition d'une centrale électrique solaire d'une capacité de 100 MW. D'après le gouvernement local, cette installation profitera avant tout au développement de l'activité des PME. Si aucun montant n'a pour l'instant été rendu public, le terrain attribué pour ce projet aurait déjà été identifié. Le gouverneur de l'Etat du Delta a rappelé par voie de presse, que son administration recherche actuellement de nombreux investisseurs (nigériens et étrangers) dont les projets bénéficieraient à l'environnement économique et social du Delta.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : projet de centrale à gaz entre Cummins et Sapele Power**

L'accord porte sur le développement d'une centrale à gaz de 300 MW par la société britannique Cummins Cogeneration et la signature d'un *Power Purchase Agreement* avec Sapele Power. La centrale sera équipée de turbines à gaz à cogénération (électricité et chaleur) permettant de diviser par cinq le niveau des émissions d'oxydes d'azote produites par les centrales diesel. Aucun montant n'a été communiqué et le projet sera finalisé en décembre 2017. Actuellement, le groupe Sapele Power est le deuxième plus grand producteur d'électricité au Nigéria grâce à ses installations dans l'Etat du Delta d'une capacité de génération maximale de 1020 MW fonctionnant grâce à des turbines à gaz General Electric.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : Sarama Resources vend trois licences aurifères à Aureus Mining**

Valables sur une surface de 281 km², ces licences ont été cédées par la société canadienne Sarama Resources contre 6,6 M d'actions ordinaires d'Aureus Mining, également basée au Canada. Sarama Resources a également conservé une redevance non plafonnée de 1% du revenu net de fonderie issu de la production d'or dans la zone de Cape Mount, qui renferme une formation aurifère longue de 15 km.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Nigéria pourrait être suspendu de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)**

Le pays aurait dû publier le rapport d'audit sur le secteur pétrolier et gazier pour l'année 2013 avant le 31 décembre 2015. Le rapport, qui serait prêt, n'a toujours pas été validé par le conseil d'administration de la branche nigérienne de l'ITIE, qui a été dissout par le président Buhari et n'a pas encore été renouvelé. Le conseil d'administration de l'ITIE doit se réunir au Pérou le 22 février prochain et pourrait, en conséquence, annoncer la suspension du Nigéria.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : nouvelle découverte de gaz**

Lors de son passage à Dakar fin janvier, le Président du groupe américain Kosmos Energy a annoncé que le récent forage réalisé à 2,7 km de profondeur sur le puits Guembeul-1 au large des côtes sénégalaises confirmait la présence de deux réservoirs transfrontaliers représentant une réserve de gaz d'environ 17 TCF. Dans cette phase d'exploration Kosmos est associé au Sénégal à Timis Corporation Limited (30 %) et la société nationale Petrosen (10 %).

✉ christian.delherm@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : accord pour le développement du projet bauxite de Bel Air

La convention minière du projet « Bauxite de Bel Air » vient d'être signée entre le gouvernement guinéen et Alufer (Afrique du sud). La mise en œuvre du projet devrait démarrer au second trimestre 2016, après la ratification de la convention par l'Assemblée nationale. La première production est attendue en 2017, à cinq millions de tonnes. L'objectif est d'atteindre dix millions de tonnes dans un délai de cinq ans. Près de 22 M USD ont été investis pour financer la recherche et la conception du projet. La mise en œuvre devrait coûter environ 84 M USD. La Guinée détient 2/3, soit 45 Mds de tonnes, des réserves mondiales de bauxite.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : fermeture de la mine d'or de YATELA

Le processus de fermeture de la mine d'or de Yatela SA (consortium AngloGold Ashanti & IamGold) après douze ans d'exploration et d'exploitation est enclenché. Cette fermeture serait liée à des contraintes techniques et à la chute du prix au comptant de l'or brut depuis 2013. La gestion des licenciements et les mesures d'accompagnement devraient coûter 63 M USD. En 2017, deux autres mines d'or devraient aussi fermer: Morila (Randgold Resources & AngloGold) et Sadiola (AngloGold Ashanti & IAMGOLD).

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le gouvernement attribue un nouveau permis d'exploitation d'uranium

Le canadien GoviEx a obtenu un permis d'exploitation d'uranium dans une zone située à proximité d'Arlit et donc des deux mines actuellement exploitées par AREVA. GoviEx, qui avait déposé sa demande de permis en juin 2015, s'engage à investir 676 M USD sur une période de cinq ans. Le périmètre d'exploitation couvre une superficie de près de 250 km².

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : le processus ITIE élargi au secteur des forêts

À compter de cette année 2016, le secteur forestier congolais va être intégré dans le processus de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). L'objectif poursuivi par cet organisme spécialisé dans la transparence des revenus issus des ressources naturelles est d'assainir le secteur des forêts, deuxième source de revenus au Congo après le pétrole. Pour mémoire, la République du Congo a adhéré à l'ITIE en juin 2004 : elle a été déclarée pays candidat en 2008, puis pays conforme en 2013.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : libéralisation des prix des produits pétroliers

Une libéralisation des prix des produits pétroliers est entrée en vigueur au début du mois de février. Cette mesure, qui recouvre la fin des subventions accordées au secteur, avait été adoptée l'année dernière mais n'avait pas encore été mise en œuvre. Elle se traduit par une baisse des carburants à la pompe de respectivement 10 et 15 francs sur chaque litre d'essence et de gasoil, alors que les prix du pétrole lampant et du gaz butane resteront bloqués. Selon le gouvernement, cette mesure devrait lui faire économiser environ 60 Mds FCFA. Elle faisait partie des recommandations émises par le FMI.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : développement de véhicules autonomes adaptés à la route et aux rails

L'entreprise sud-Africaine RailPro a conçu un système innovant de véhicules capables de se déplacer sur route comme sur rail. RailPro a aussi pour projet le développement d'un système de semi-autonomisation desdits véhicules. Les RRV (*Road Rail Vehicles*) ne sont pour le moment utilisés que lors d'opération de maintenance ou de réparation sur les réseaux ferroviaires mais le système breveté (21 différents modèles) peut être adapté. Soutenue par des investisseurs internationaux, RailPro a fait part de son désir de vendre à l'international. Des essais avec des RRV autonomes sont prévus avec l'objectif de développer des véhicules et des itinéraires adaptés au transport de passagers.

✉ camille.laporal@businessfrance.fr

▼ Botswana : achat de systèmes français de missiles de défense aérienne

Le gouvernement botswanais prévoit d'allouer une enveloppe budgétaire d'environ 600 M EUR au profit de l'armée botswanaise (Botswana Defense Force – BDF) dont 303 M EUR consacrés à l'achat de systèmes français de missiles de défense aérienne de MBDA et de Thalès. Le contrat, entré en vigueur le 27 janvier dernier, prévoit la livraison par MBDA de missiles Mistral et VL MICA à l'horizon 2017, ainsi que d'un système de radar GM 200 par Thalès. Le Botswana deviendra ainsi le seul pays en Afrique à détenir un système de défense antimissile VL MICA et l'un des trois (avec le Maroc et le Kenya) sur le continent pour le système de missiles de défense Mistral.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : mise en place de l'ACD (*Advance Cargo Declaration*)

Les autorités malgaches, sur la base d'un arrêté interministériel signé par les ministres des Transports et des Finances, ont institué l'ACD. Ce mécanisme, déclaratif, sera opéré via le site internet du partenaire sélectionné, l'ATPMS, du béninois Jean Codo. Les chargeurs devront y enregistrer leurs déclarations de cargaison tandis que les agents maritimes devront collecter et reverser les surcharges correspondantes (85 EUR par conteneur). Le secteur privé conteste ce système, tant sur la forme que sur le fond, et les principales organisations et groupements ont annoncé la suspension du dialogue public / privé jusqu'à nouvel ordre. Des recours au Conseil d'Etat devraient être engagés par les associations professionnelles.

✉ ccef@moov.mg

▼ Nigéria : Dangote annonce la construction de deux nouvelles cimenteries

La division Ciment du Groupe Dangote vient d'annoncer la construction de deux nouvelles usines dans les Etats d'Ogun et d'Edo, qui seront dotées respectivement d'une capacité de production de 3 M et 6 M tonnes/an. La production annuelle du groupe est estimée à 29,3 M tonnes et devrait donc atteindre 38,3 M tonnes d'ici trois ans. En augmentant drastiquement sa production, Dangote espère se positionner comme exportateur pour l'ensemble de l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale. Près de 5000 emplois devraient être créés dans le cadre de la construction et du démarrage de l'activité de ces deux usines.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Côte d'Ivoire : transmission des données bancaires sans consentement des clients

Une ordonnance adoptée le 27 janvier modifie la loi du 24 mars 2014 réglementant les bureaux d'information sur le crédit (BIC) chargés de recueillir des données sur les prêts et du suivi des emprunteurs, et destinés à améliorer le processus d'octroi des prêts. Cette modification vise à permettre aux banques de transmettre à ces bureaux d'information les données concernant leurs clients sans le consentement préalable de ces derniers. Il s'agit de rendre plus efficace les BIC en vue notamment d'améliorer le climat des affaires et l'indice *doing business* de la Côte d'Ivoire.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Angola : le Royaume-Uni signe un accord de coopération aérienne

Selon Angop, l'agence de presse angolaise, un accord de coopération entre ENANA, l'entreprise nationale d'exploitation des aéroports et de navigation aérienne, et l'ambassade du Royaume-Uni en Angola a été signé récemment à Luanda portant sur les opérations de recherche et de sauvetage dans les espaces aériens de ces deux pays. Il vise à renforcer la sécurité opérationnelle dans la région d'information de vol de Luanda et sur l'île de Sainte-Hélène, administrée par les autorités britanniques, en facilitant la coordination entre les deux Etats.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la KfW finance la deuxième phase du programme de transport non motorisé

Le département des affaires environnementales (DEA) a obtenu une subvention de 5 M EUR de la banque de développement allemande KfW pour financer la deuxième phase de son programme de transport non motorisé (NMT). Partie intégrante de l'accord de coopération financière binationale établi entre l'Allemagne et l'Afrique du Sud, la première phase du programme, lancée en 2011, a porté sur le développement de pistes cyclables, de parkings et de stations de location de vélos dans les villes d'eThekwin, de Johannesburg et de Polokwane. En plus de l'extension des réseaux cyclables existants, la phase 2 impliquerait la mise en place de campagnes de promotion des NMT et du développement de la microentreprise.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : six banques choisies dans la perspective d'un marché de produits dérivés

La bourse de Nairobi (*Nairobi Securities Exchange* ; NSE) a autorisé six banques à exercer le rôle de clearing agents sur le marché de produits dérivés dont la mise en place est prévue prochainement. Les six banques désignées sont Barclays Kenya, Co-operative Bank, CFC Stanbic, NIC Bank, Chase Bank et CBA Bank. La Capital Market Authority (CMA) avait autorisé le NSE à créer un marché de produits dérivés et de produits à terme en octobre 2015. La NSE est la 4ème place boursière d'Afrique avec 19 Mds USD de capitalisation boursière, la JSE sud-africaine étant la 1ère en Afrique (820 Mds USD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : projet de création d'une plateforme boursière internationale avec l'appui de Dubaï**

Des discussions auraient été entamées entre la bourse de Maurice (*Stock Exchange de Mauritius / SEM*) et le Nasdaq Dubaï en vue d'une prise de participation éventuelle de la place boursière des Emirats Arabes Unis au capital de la SEM. Le Nasdaq Dubaï pourrait, en particulier, introduire des produits obligataires conçus selon des principes islamiques. Par ailleurs, la création d'une bourse des matières premières serait envisagée avec le concours technique du *Dubaï Multi Commodities Center / DMCC*. Ces projets s'inscrivent dans l'ambition du gouvernement de positionner Maurice comme « hub » financier régional.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : le tourisme à l'honneur**

La ministre du Tourisme ougandais, Maria Mutagamba, a été élue vice-présidente de la 21ème assemblée générale de l'organisation mondiale du Tourisme, pour un mandat de 2 ans. Pour le gouvernement ougandais, cette élection permettra à l'Ouganda de disposer d'une plateforme supplémentaire pour attirer davantage de touristes. L'Ouganda, qui a reçu 1,2 million de touristes en 2015, compte atteindre les 1,5 million d'ici 2 ans et 5 millions d'ici 5 ans. Pour cela, le gouvernement va faire appel aux services des sociétés de relations publiques dans les pays anglophones et germanophones (USA, Canada, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne, Suisse et Autriche). En 2015, le tourisme a généré 2,6 Mds USD (8,2 % du PIB).

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : nombre record de visiteurs aux Seychelles en 2015**

Le nombre de touristes s'étant rendu les Seychelles en 2015 a atteint 276 500, ce qui représente une hausse de 19% par rapport à 2014. Cette augmentation record est due en particulier à l'accroissement du nombre de visiteurs français (+14%) et italiens (+10%). La mise en place, à compter de juillet 2015, d'un vol direct entre Victoria et Paris par Air Seychelles explique en grande partie la poussée des arrivées en provenance de France. Si l'Allemagne et le Royaume-Uni font aussi partie des principaux marchés pour l'hôtellerie seychelloise, il est à noter que la clientèle chinoise s'est fortement développée depuis 2011 et devrait poursuivre sa progression avec la mise en place d'un vol direct entre les Seychelles et la Chine début 2016.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : MTN choisit Gemalto pour son service d'authentification par mobile**

Leader mondial de la production de cartes SIM et spécialiste de la sécurité numérique, Gemalto vient d'être sélectionné par la filiale nigériane du groupe MTN pour fournir un service d'authentification mobile disponible dès à présent pour les 70 M d'abonnés de l'opérateur. Sous l'appellation « MTN Token », Gemalto permet, via sa plateforme LinqUs Mobile ID, de renforcer la sécurité des transactions bancaires et d'échanges d'informations sensibles par téléphone, grâce à un système de double identification particulièrement utile aux prestataires de services (assurances et banques) et aux acteurs du e-commerce.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Puma Energy achète le réseau de distribution de Petroci

Le conseil des ministres du 10 février a autorisé la cession à Puma Energy, filiale ivoirienne du négociant hollandais Trafigura, du réseau de distribution (composé d'une quarantaine de stations-services de produits pétroliers) de la société nationale d'opération pétrolière (Petroci). Le coût de l'opération devrait avoisiner les 30 M EUR. Cette décision fait suite aux importantes difficultés financières auxquelles est exposée cette société d'Etat, depuis la chute des cours internationaux du brut. Ces difficultés ont conduit la direction de Petroci à adopter récemment à un plan de licenciement massif, qui devrait toucher environ 200 employés.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : inauguration du premier « pôle Mésofinance »

Dans le cadre du programme d'appui à la Mésofinance, le premier pôle mésofinance a été inauguré par Orabank Bénin le 3 février dernier. L'initiative, appuyée par l'AFD et l'UE vise à offrir des possibilités de financement aux « méso entreprises » afin d'accroître leur contribution au développement. Les « méso entreprises » sont des entreprises d'une taille intermédiaire qui ne leur permet pas de bénéficier de financements adéquats.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : accord aérien avec le Luxembourg

L'accord aérien signé au Luxembourg le 26 janvier dernier, prévoit la possibilité pour les deux pays de désigner plusieurs transporteurs aériens pour chaque partie et apporte la sécurité juridique nécessaire aux opérations des compagnies aériennes du Luxembourg qui assureront la desserte du Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Carlson Rezidor maintient le cap de 35 nouveaux hôtels africains d'ici 3 ans

En visite à Bamako pour soutenir les salariés de l'hôtel Radisson Blu de Bamako, visé par une attaque terroriste en novembre, Wolfgang Neumann, le PDG du groupe hôtelier Carlson Rezidor qui commercialise la marque haut de gamme, a confirmé l'objectif de 35 nouvelles ouvertures africaines d'ici 3 ans, dont il avait annoncé le principe au Kenya en janvier. Présent dans 27 pays africains, avec 30 hôtels en fonctionnement, les perspectives pour le continent africain sont bonnes et les mesures de sécurité ont commencé à être révisées depuis plus d'un an déjà, a plaidé le patron du groupe Carlson Rezidor. L'attaque contre le Radisson de Bamako n'a pas eu d'effet sur les investissements prévus par le groupe en Afrique.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

ENTREPRISES

▼ Partenariat entre Chronopost et Top Chrono en Côte d'Ivoire

Top Chrono, spécialiste ouest-africain de la distribution express de courriers et colis, a annoncé le 10 février à Abidjan, la signature d'un partenariat en Côte d'Ivoire avec le français Chronopost (Groupe La Poste), 2^{ème} opérateur européen. Présent en Côte d'Ivoire depuis 2009, le groupe régional Top Chrono accentue son développement dans le pays en devenant le distributeur officiel de Chronopost, l'un des leaders internationaux du colis express. Ce partenariat de prestations commerciales a été annoncé en présence de Régis Facia, PDG et fondateur de Top Chrono, de Paul-Marie et Marianne Dablé, respectivement associé et directrice générale de Top Chrono Côte d'Ivoire, et d'Olivier Tsalpatouros, directeur chargé de l'Afrique de DPDgroup.

✉ ma@35nord.com

▼ Comment Prosuma fait face à l'arrivée de Carrefour à Abidjan

L'arrivée de Carrefour en Côte d'Ivoire a bousculé la grande distribution, secteur jusqu'alors dominé par la société ivoirienne de promotion de supermarchés (Prosuma). Avec une vingtaine d'enseignes et 152 magasins, ce groupe est devenu leader en Côte d'Ivoire et l'un des premiers distributeurs en Afrique francophone. Prosuma a atteint un chiffre d'affaires de 265 M EUR en 2014, soit 14,2 % de plus qu'en 2013. Ses dirigeants, se voient contraints de redéfinir leur stratégie pour contrer l'ouverture du centre commercial PlaYce d'Abidjan (géré par CFAO), qui vise les classes moyennes et aisées, mais aussi pour rester devant son principal concurrent local, la compagnie de distribution de Côte d'Ivoire (CDCI), en pointe sur la clientèle populaire.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Madagascar : plan de restructuration d'Air Madagascar

Le plan de restructuration de la compagnie nationale Air Madagascar a été présenté par son DG, Gilles Filiatreault. On compte parmi les mesures préconisées : i) la suppression de 400 postes en CDD ; ii) la recherche de partenaires commerciaux pour rentabiliser les lignes long-courrier et moyen-courrier ; iii) la sortie de l'annexe B de l'UE dont l'audit est programmé début mars pour une décision en juin. Pour permettre à la compagnie d'honorer ses arriérés, le conseil des ministres avait approuvé, en décembre 2015, un programme de recapitalisation de 38 M USD sur trois ans. Sur le long terme, la compagnie envisage d'ouvrir son capital à un partenaire stratégique.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : le groupe Newrest fournisseur des Nations-Unies

En décembre 2015, la société française Newrest a remporté l'appel d'offre pour la fourniture du catering de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Cette mission est basée en Ouganda pour 2016-2017. Plus de 10 entreprises, dont 4 internationales, étaient en compétition sur cet appel d'offre. La mission de Newrest consistera à fournir plus de 700 repas quotidiennement, pour le personnel civil de la MONUSCO et les soldats. Newrest est présent sur l'aéroport international d'Entebbe depuis décembre 2012, où elle réalise des prestations de restauration pour l'aérien, le commerce de détail et la restauration collective.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Canal+ choisit iROKOTv pour sa stratégie de développement anglophone**

iROKOTv, lancée fin 2011, est la première plateforme VOD pour les films Nollywood avec un fonds de plus de 5000 films. Elle a signé un accord avec google.de pour la diffusion de son répertoire outre-Rhin, et continue son expansion en Afrique avec une nouvelle levée de fonds de 19 M USD à laquelle Kinnevik AB (participations majeures dans Tele2, Modern Times Group et Rocket Internet) et Canal+ participent. Jacques du Puy, président de Canal+ Overseas entre au CA de la société. iROKOTv ambitionne de mettre en place une équipe de production et d'ingénierie à New-York et à Lagos, et de produire plus de 300 heures de contenus en 2016 et le double en 2018, confirmant ainsi les intentions anglophones de Canal+ en Afrique.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ **Sierra Leone : investissement de 120 M USD pour l'extension du port de Freetown**

Dans le cadre d'une concession de 20 ans, Bolloré Africa Logistics opère depuis 2011 un terminal à conteneurs dans le port de Freetown, dont la capacité actuelle est d'environ 100 000 EVP (équivalent vingt pieds). Cet investissement de 120 M USD devra permettre d'augmenter la capacité du terminal à container de 750 000 EVP. Cette annonce a eu lieu peu de temps après que APM Terminals, l'un des principaux concurrents de Bolloré Africa Logistics en Afrique subsaharienne, ait rendu public un investissement de 34,5 M USD devant permettre de doubler la capacité du port de Monrovia au Libéria.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : Gemalto retenue pour le système intégré de contrôle aux frontières et des visas**

La direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) relevant du ministère de l'Intérieur gabonais a choisi la société Gemalto afin de livrer et mettre en œuvre un système intégré de contrôle aux frontières et des visas. La solution offerte par Gemalto est bâtie autour d'un système centralisé de *back-office* Coesys Visa and *Border Management System*. Celle-ci prend en charge l'automatisation des requêtes vers des bases de données telles que celles d'Interpol qui alertent les autorités sur les menaces et risques potentiels.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Annonce par Gabon Telecom de la fusion imminente avec Moov**

L'opérateur historique des télécommunications Gabon Telecom a annoncé à la fin du mois dernier que sa fusion avec Moov, toutes deux filiales du groupe télécoms Emirati Etisalat, était imminente. Le secteur de la téléphonie mobile passerait ainsi de quatre concurrents actuels (Airtel, Libertis, Moov et Azur) à trois. Respectivement second et troisième du marché en termes d'abonnés, derrière Airtel, le nouvel opérateur que formeront Libertis et Moov pourraient arracher à la filiale du groupe indien Bharti Airtel sa place de leader. Cette fusion pourrait laisser un espace libéré qui pourrait être comblé par un opérateur virtuel.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : accord entre Orange et Millicom

Le groupe télécoms français Orange a annoncé le 8 février, la signature d'un accord avec le groupe luxembourgeois Millicom International Cellular pour l'acquisition de sa filiale Tigo en République démocratique du Congo. La transaction a été conclue pour 160 M USD (soit 143,3 M EUR), a indiqué Millicom. Avec près de 40 millions d'abonnés, la RDC est le second plus grand marché télécoms d'Afrique du centre et de l'Ouest, après le Nigeria. Il est pour le moment disputé par six opérateurs télécoms (Vodacom, Tigo, Orange, Africell, Airtel et Yozma Timeturns).

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : Pullman reprend la gestion de l'hôtel Karavia de Lubumbashi

L'enseigne Pullman, qui avait déjà repris le Grand Hôtel de Kinshasa rouvert en février 2015, exploitera le Grand Karavia de Lubumbashi ouvert en 1974. La nature de l'accord scellé avec la holding de droit luxembourgeois « *African Equities* » de Philippe de Moerloose, propriétaire de l'établissement, n'a cependant pas été précisée.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Reportage : Yattco, le fabricant de smartphones « made in Mali »

Yattassaye Technology Company (Yattco), le promoteur de smartphones conçus au Mali, a fait dès ses débuts le choix du partenariat. Son fondateur Aliou Yattassaye s'est associé à l'opérateur français Orange pour commercialiser son téléphone "made in Mali", le Yuv Smart, alors que seuls 5 % des téléphones sont vendus dans des réseaux formels. Le premier modèle a été écoulé à 10 000 exemplaires et la version 2 vise 15 000 ventes au prix unitaire de 39 000 FCFA, moitié moins que la plupart des marques distribuées au Mali. Si aujourd'hui l'assemblage est opéré en Chine, Aliou Yattassaye ambitionne d'ouvrir une usine d'assemblage de 5 Mds F CFA (7,6 M EUR) pour la production de téléphones, mais aussi de tablettes et ordinateurs.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CARNET ET AGENDA

▼ Visite d'une délégation de la ville de Bordeaux au Ghana

Une délégation multisectorielle composée d'une vingtaine de personnes et conduite par la CCI de Bordeaux est arrivée au Ghana pour une semaine de rencontres avec les autorités, les milieux d'affaires et le monde universitaire. Ce déplacement fait suite à la visite du président ghanéen en France en octobre 2015, à l'occasion de laquelle il s'était également rendu à Bordeaux. Cette visite est l'occasion de renforcer les échanges commerciaux bilatéraux en forte baisse depuis deux ans. Les secteurs prioritaires identifiés par les entreprises françaises sont l'énergie, les services collectifs, l'agriculture et la santé.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : sommet extraordinaire de l'Union Africaine

L'Union africaine (UA) a décidé le 31 janvier 2016, à l'occasion de son 26^{ème} Sommet, de fixer au 15 octobre 2016 la date de son prochain sommet extraordinaire qui devrait se tenir à Lomé sur "la sécurité maritime et le développement en Afrique".

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

